

L'endettement public devient de plus en plus insoutenable !

Le 12 octobre dernier, le Gabon s'est endetté de 20,5 milliards de FCFA auprès des marchés financiers de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac). Dans un communiqué disponible sur le site de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Libreville annonce un nouvel endettement futur d'un montant de 7 milliards de Fcfa ; levée de fonds qui se déroulera sur les mêmes marchés financiers et dans les mêmes conditions que la précédente. Ce nouvel endettement amène à se poser des questions sur l'évolution de la dette publique au Gabon et sa soutenabilité.

A.B

Depuis l'avènement du pouvoir d'Ali Bongo en 2009, l'endettement public augmente chaque année au Gabon de manière exponentielle. En effet, selon les données de la direction générale de la dette (DGD) mises en ligne sur le site internet, l'encours de la dette publique qui s'élevait à 1291,2185 milliards de Fcfa en 2010 s'élève aujourd'hui à 3024,826 milliards de Fcfa au premier trimestre 2016 ; soit une augmentation de 1733,6075 milliards de Fcfa.

La dette publique gabonaise a donc exponentiellement augmenté de 134,26 % entre l'année 2010 et le premier trimestre 2016. S'agissant des évolutions de la dette publique au Gabon de 2013 à 2015, la DGD déclare que « L'encours de la dette publique au 30 septembre 2013 s'élève à 1 571,220 milliards de Fcfa. A la fin du premier trimestre 2014, l'encours de la dette publique est de 2 256,149 milliards de Fcfa. Fin septembre 2015, l'encours de la dette publique est de 3 163,956 milliards de Fcfa ». Ces chiffres montrent une augmentation de la dette publique gabonaise de 684,929 milliards de Fcfa entre 2013 et 2014, et de 907,807 milliards de Fcfa entre 2014 et 2015.

Quid de la soutenabilité de la dette publique gabonaise ?

L'opinion publique européenne vient de prendre conscience des risques économiques, politiques et sociaux d'un endettement public excessif lors de la crise grecque, quand Athènes a appelé les Européens à la rescousse pour sauver la Grèce de la faillite. Libreville pourrait se retrouver dans la situation d'Athènes si les perspectives stagnantes, voire mauvaises de l'économie gabonaise perdurent alors que le pays continue sa politique d'endettement excessif tout en baissant l'investissement, gage de la croissance économique future. Comme on dit souvent « *ca n'arrive pas qu'aux autres* ».

La soutenabilité de la dette publique



Mon Dieu, cet homme et son gouvernement nous conduisent à la ruine.

est un concept difficile à mesurer. Selon Agnès Bénassy-Quéré, professeur à l'Ecole d'Economie de Paris, Université Paris 1, « Il n'y a pas de critère absolu pour juger de la soutenabilité car cela dépend de la capacité du gouvernement à lever de nouveaux impôts ou à abaisser ses dépenses, donc du contexte socio-politique qui varie d'un pays à l'autre. Cela dépend aussi des perspectives de croissance que l'on ne connaît pas ». Pour s'écarter des formules des fois compliquées et incompréhensibles des économistes pour calculer la soutenabilité de la dette publique d'un pays, l'idée qu'il faut retenir ici est qu'une dette publique est soutenable quand le gouvernement a assez de moyens présents et des perspectives économiques suffisantes pour la rembourser. L'indicateur le plus simple pour mesurer la création de richesse dans un pays est le produit intérieur brut (PIB). Or, alors que l'endettement public augmente de façon exponentielle, Libreville annonce une « quasi-stagnation des performances de l'activité économique nationale (+4,5 %) en 2017, contre (4,6 %) dans la Loi de Finances 2016. » Pire, le choix du gouvernement de baisser son niveau d'investissement, moteur de la croissance, est presque un suicide économique. « Les dépenses d'investissement, quant à elles, se caractérisent par une baisse de cent soixante dix mil-

liards six cent millions (170,6) de Fcfa, pour se situer à trois cent quatre vingt douze milliards cent millions (392,1) de Fcfa, dont deux cent soixante quinze milliards cent millions (275,1) de Fcfa au titre des projets bénéficiant de financements extérieurs », pouvait-on lire dans le communiqué du conseil des ministres du 13 octobre dernier. Aussi, le secteur pétrolier qui constitue toujours plus de 30 % du PIB ne se porte pas bien : « les recettes pétrolières seraient en baisse de cent vingt deux milliards cent millions (122,1) de Fcfa par rapport à la Loi de Finances 2016, reflétant le recul de la production pétrolière en volume, malgré une légère remontée des prix sur le marché international ». La crise politique et sociale née lors de la dernière élection présidentielle fait augmenter le « *risque pays* » du Gabon comme l'ont tout dernièrement souligné les agences de notations ; poussant les investisseurs internationaux à choisir les destinations moins risquées que Libreville. Il n'est donc pas nécessaire d'être prophète pour savoir que si Libreville ne règle pas rapidement la crise post-électorale et ne réoriente pas sa politique économique vers plus d'investissements productifs pour créer la croissance tout en diversifiant son économie, la dette publique gabonaise, qui ne cesse d'augmenter de façon exponentielle, risque de devenir insoutenable.